



ERRATUM

Sous-commission paritaire des moyennes
entreprises d'alimentation
n° 202.01

**CCT n° 128563/CO/202.01
du 26/06/2015**

Correction du texte en français :

- l'intitulé de la convention doit être lu comme suit :
« **SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES MOYENNES
ENTREPRISES D'ALIMENTATION** ».
- l'introduction doit être lue comme suit : « Cet accord
s'applique aux employeurs et aux employés des
entreprises ressortissant à la **Sous-commission paritaire
pour les moyennes entreprises d'alimentation**
(CP202.01). ».

Correction du texte en français :

- la dernière ligne du point D doit être lue comme suit :
« *...une carrière professionnelle de 35 ans en tant que
salarié dans le sens de l'article 3 § 3 de l'AR du 3 mai
2007 relatif au régime avec complément de chômage.* ».
- le point I doit être lu comme suit : « *Cet accord
s'appliquera du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016, à
l'exception des dispositions pour lesquelles une autre
date d'entrée en vigueur et/ou de fin est prévue.* ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de middelgrote
levensmiddelenbedrijven
nr. 202.01

**CAO nr. 128563/CO/202.01
van 26/06/2015**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- de titel van de overeenkomst moet als volgt gelezen
worden : « **PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE
MIDDELGROTE LEVENSMIDDELENBEDRIJVEN** ».
- de inleiding moet als volgt gelezen worden : « Dit
akkoord is van toepassing op de werkgevers en de
bedienden van de ondernemingen die ressorteren onder
het **Paritair Subcomité voor de middelgrote
levensmiddelenbedrijven** (PC202.01). ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- laatste zin van punt D moet als volgt gelezen worden :
« *...une carrière professionnelle de 35 ans en tant que
salarié dans le sens de l'article 3 § 3 de l'AR du 3 mai
2007 relatif au régime avec complément de chômage.* ».
- punt I moet als volgt gelezen worden : « *Cet accord
s'appliquera du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016, à
l'exception des dispositions pour lesquelles une autre
date d'entrée en vigueur et/ou de fin est prévue.* ».

Beslissing van

17 -03- 2016

100) - **COMMISSION PARITAIRE POUR LES MOYENNES ENTREPRISES
D'ALIMENTATION**

**CP 202.01
ACCORD SECTORIEL POUR 2015-2016**

CCT DU 26 JUIN 2015

Cet accord s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation (CP 202.01).

A. POUVOIR D'ACHAT

À partir d'août 2016, il sera accordé une prime annuelle de 188 EUR brut (à payer en même temps que le salaire du mois d'août) à chaque travailleur à temps plein avec une période de référence complète.

La prime sera payée proportionnellement à l'occupation effective aux travailleurs ayant une période de référence incomplète.

La prime sera accordée aux travailleurs à temps partiel au prorata de leur régime de travail.

Le montant de la prime annuelle ne s'applique pas aux employés qui pendant la durée de la CCT reçoivent selon des modalités propres à l'entreprise via des chèques-repas un avantage en pouvoir d'achat qui est équivalent. Pour être équivalent, la part patronale du chèque-repas doit être augmentée d'1 EUR par jour à partir du 1^{er} janvier 2016. Ceci implique que le choix pour les chèques-repas doit être fait avant le 1^{er} janvier 2016.

S'il existe une délégation syndicale au sein de l'entreprise, celle-ci a le pouvoir de veiller à l'application de l'avantage équivalent.

B. INDEMNITÉ VÉLO

À partir du 1^{er} janvier 2016, l'indemnité vélo sera portée de 0,15 EUR par km à 0,22 EUR par km, jusqu'à maximum 20 km aller-retour pour les employés qui effectuent leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail à vélo.

C. RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE

L'âge de la prépension conventionnelle est maintenu à 60 ans jusqu'au 31 décembre 2017, tout en tenant compte des conditions légales.

Dans le cadre de la CCT 111, il est accordé aux travailleurs de 58 ans ou plus qui sont licenciés durant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016, le bénéfice du régime de chômage avec complément d'entreprise à condition qu'ils aient travaillé durant 20 ans dans un régime de travail de nuit.

Dans le cadre de la CCT 115, il est accordé aux travailleurs de 58 ans ou plus qui sont licenciés durant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016, le bénéfice du régime de chômage avec complément d'entreprise. Une CCT sectorielle sera conclue pour autant que cela soit légalement nécessaire.

D. CRÉDIT-TEMPS

La continuation des systèmes existants de crédit-temps en application de la CCT 103, ceci dans les mêmes conditions d'octroi et modalités de la commission paritaire. Ceci donne les formes de crédit-temps suivantes:

- o Employés exécutants 20+: droit à toutes les formes de crédit-temps prévues dans la CCT 103:
 - a. Crédit-temps sans motif
 - b. Crédit-temps avec motif 36 et 48 mois
 - c. Fin de carrière 55+
 - d. 1/5 diminution 50+ avec 28 ans de carrière
- o Employés non-exécutants 20+:
 - a. Droit à un crédit-temps à temps plein dans le cadre de:
 - i. Crédit-temps sans motif
 - ii. Crédit-temps avec motif 36 et 48 mois
 - b. Fin de carrière 55+ uniquement 1/5 diminution
 - c. 1/5 diminution 50+ avec 28 ans de carrière

En application de la CCT n° 118, du CNT du 27 avril 2015, la limite d'âge pour l'octroi des allocations prévues dans l'Arrêté Royal du 12 décembre 2001, tel que modifié par l'Arrêté Royal du 30 décembre 2014, pour la période 2015-2016, est portée à 55 ans pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail à mi-temps ou 1/5 en application de l'article 8§1 de la CCT 103 du 27/06/2012 et ce pour autant que le travailleur a au moment de la notification à l'employeur une carrière professionnelle de 35 ans en tant que salarié dans le sens de l'article 3 de l'AR du 3 mai 2007 relatif au régime avec complément de chômage.

13

E. GROUPES À RISQUE ET EMPLOIS-TREMLIN

Conformément à l'arrêté royal du 19 février 2013 portant exécution de l'article 189, 4^e alinéa de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) (M.B. du 8 avril 2013), 0.05% de la masse salariale doivent être réservés à un ou plusieurs groupes énumérés à l'article 1 de l'arrêté royal du 19 février 2013. La moitié de ce montant doit être consacrée aux travailleurs visés à l'article 2 de l'arrêté royal.

En exécution de la législation sur les groupes à risque et de la recommandation relative aux emplois-tremplin, il sera négocié, dans le cadre d'une enveloppe fermée de 30.000 EUR provenant des réserves du fonds social, sur une possible modification des modalités des primes existantes.

Un montant de 15.000 EUR sera réservé à des initiatives se rapportant à la prime d'emploi et à la prime de formation professionnelle et 15.000 EUR à des initiatives relatives à la prime d'accueil des enfants et à la prime de crédit-temps.

Les nouvelles mesures entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et n'entraîneront aucune augmentation de la cotisation patronale.

F. DÉCLARATION E-COMMERCE

Les interlocuteurs sociaux concernés par le développement du secteur de l'e-commerce, patrons et syndicats réunis, sont conscients des enjeux que représente ce nouveau secteur d'activité s'engagent à mener ensemble un débat de fond élargi et sans tabou, dans les différentes CP concernées réunies, afin de préserver et développer

le secteur de l' e-commerce et des emplois de qualité dans le secteur.

Il y a avant tout lieu de débattre et de définir la notion d'e-commerce, ses contours, d'inventorier les expériences déjà développées sur le terrain des entreprises, voire des CP, d'examiner les besoins exprimés par le secteur (pour autant ceci n'a pas encore été fait) et de trouver des solutions équilibrées qui permettent de préserver et développer l'emploi de qualité.

D'ici fin décembre 2015, le Ministre de l'emploi recevra les conclusions unanimes de ce débat paritaire. Si besoin en est, les interlocuteurs sociaux concernés feront part au Ministre des modifications légales souhaitables à l'issue des débats communs.

G. GROUPE DE TRAVAIL FLEXIBILITÉ ET QUALITÉ DU TRAVAIL

Un groupe de travail « Flexibilité et qualité du travail » sera créé.

H. PAIX SOCIALE

Les travailleurs et employeurs s'engagent à maintenir la paix sociale dans les entreprises pour toute la durée de l'accord. Aucune nouvelle exigence ne sera formulée par les parties au niveau du secteur ou des entreprises pendant la durée de cet accord.

I. DURÉE DE L'ACCORD

Cet accord s'appliquera du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016, à l'exception des dispositions pour lesquelles une *autre* date d'entrée en vigueur et/ou de fin est prévue.

4

1 SUB
PARITAIR COMITE VOOR DE MIDDELGROTE LEVENSMIDDELENBEDRIJVEN

**PC 202.01
SECTORAKKOORD VOOR 2015-2016**

CAO VAN 26 JUNI 2015

Dit akkoord is van toepassing op de werkgevers en de bedienden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair subcomité ~~voor de bedienden~~ voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven (PC 202.01).

A. KOOPKRACHT

Aan elke voltijdse werknemer met een volledige referentieperiode wordt vanaf augustus 2016 een jaarlijkse premie toegekend van 188 EUR bruto (te betalen samen met het loon van de maand augustus).

Aan de werknemers met een onvolledige referentieperiode, zal het bedrag van de premie betaald worden pro rata van de effectieve tewerkstelling.

De premie zal pro rata toegekend worden aan deeltijdse werknemers in overeenstemming met hun arbeidsregime.

Het bedrag van de jaarlijkse premie is niet van toepassing op de bedienden die in de looptijd van de cao volgens bedrijfseigen modaliteiten via maaltijdcheques een voordeel in koopkracht krijgen toegekend dat gelijkwaardig is. Om gelijkwaardig te zijn dient het patronale gedeelte van de maaltijdcheques per bediende met 1 EUR per dag te worden verhoogd vanaf 1 januari 2016. Dit impliceert dat de keuze voor maaltijdcheques wordt gemaakt voor 1 januari 2016.

Indien in de onderneming een syndicale afvaardiging aanwezig is, is deze bevoegd om toe te zien op de toepassing van de omzetting.

B. FIETSVERGOEDING

Vanaf 1 januari 2016 zal de fietsvergoeding (van 0,15 EUR per km) verhoogd worden tot 0,22 EUR per km tot maximum 20 km heen en terugreis voor de bedienden die hun verplaatsingen van de woonst naar het werk maken per fiets.

C. STELSEL VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG

De leeftijd voor het conventioneel brugpensioen wordt behouden op 60 jaar tot 31 december 2017, daarbij rekening houdend met de wettelijke voorwaarden.

In het kader van CAO nr. 111 wordt aan de ontslagen werknemers, die in de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016, 58 jaar of ouder zijn, het voordeel van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage toegekend op voorwaarde dat zij 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid.

In het kader van CAO nr. 115 wordt aan de ontslagen werknemers, die in de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016, 58 jaar of ouder zijn, het voordeel van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage toegekend. Er zal een sectorcao afgesloten worden voor zover een sectorcao hiervoor wettelijk noodzakelijk is.

D. TIJDSKREDIET

Voortzetting van de huidige stelsels van tijdskrediet onder de toepassing van cao 103, dit onder dezelfde voorwaarden en toepassingsmodaliteiten van het paritair comité. Dit geeft de volgende vormen van tijdskrediet:

- Uitvoerende bedienden 20+: Recht op alle vormen van tijdskrediet voorzien in cao 103
 - a. Tijdskrediet zonder motief
 - b. Tijdskrediet met motief 36 en 48 maanden
 - c. Eindloopbaan 55 en +
 - d. 1/5e vermindering 50 en + voor wie 28 jaar loopbaan bewijst
- Niet-uitvoerende bedienden 20+:
 - a. Recht op volledige onderbreking in kader van:
 - i. Volledig tijdskrediet zonder motief
 - ii. Volledig tijdskrediet met motief 36 en 48 maanden
 - b. Eindloopbaan 55+ enkel voor 1/5e vermindering
 - c. 1/5e vermindering 50 en + voor wie 28 jaar loopbaan bewijst

In toepassing van CAO nr. 118, in de NAR gesloten 27 april 2015, wordt voor de toekenning van uitkeringen zoals voorzien in het Koninklijk Besluit van 12 december 2001, zoals gewijzigd door het Koninklijk Besluit van 30 december 2014 voor de periode 2015-2016 de leeftijdsgrens op 55 jaar gebracht voor de werknemers die in toepassing van art. 8§1 van de cao nr. 103 van 27 juni 2012 hun arbeidsprestaties verminderen tot halftijdse prestaties, of hun arbeidsprestaties met een vijfde verminderen, en dit voor zover de werknemer op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving aan de werkgever een beroepsverleden van 35 jaar als loontrekkende heeft in de zin van art. 3§3 van het KB van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.

E. RISICOGROEPEN EN INGROEIBANEN

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) (B.S. 8 april 2013), dient 0.05% van de loonmassa, voorbehouden te worden ten gunste van één of meerdere groepen opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 februari 2013. Van de 0.05 % van de loonmassa waarvan hiervoor bepaald, dient de helft besteed te worden aan de werknemers bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit.

Ter invulling van de wetgeving op de risicogroepen en de aanbeveling inzake de ingroeibanen zal in het kader van een gesloten enveloppe van 30.000 EUR, afkomstig uit de reserves van het sociaal fonds, onderhandeld worden over een mogelijke wijziging van de modaliteiten van de bestaande premies.

15.000 EUR zal voorbehouden worden voor initiatieven inzake de tewerkstellingspremie en de premie beroepsopleiding en 15.000 EUR zal voorbehouden worden voor initiatieven inzake de premie kinderopvang en de premie tijdskrediet.

De nieuwe maatregelen zullen ingaan vanaf 1 januari 2016 en zullen geen verhoging van de werkgeversbijdrage tot gevolg hebben.

F. VERKLARING E-COMMERCE

De sociale partners betrokken bij de ontwikkeling van de sector van de e-commerce,

4

werkgevers en vakbonden samen, zijn zich bewust van de uitdagingen waar deze nieuwe activiteitensector voor staat en engageren zich om samen een grondig en uitgebreid debat (zonder taboes of voorafnames) te voeren in de verschillende betrokken paritaire comités om de sector toe te laten zich verder te ontwikkelen en om de kwalitatief hoogstaande jobs in de sector verder te ontwikkelen.

Eerst en vooral dient er een debat te worden gevoerd over het begrip e-commerce, over de definitie van het begrip, de omlijning ervan en dienen de op terrein reeds bestaande ervaringen van de bedrijven en de paritaire comités te worden geïnventariseerd, de door de sector uitgedrukte noden te worden onderzocht (voor zover dit nog niet is gebeurd) en dienen er evenwichtige oplossingen te worden gezocht die ervoor zorgen dat de kwalitatief hoogstaande jobs behouden blijven en verder worden ontwikkeld.

Tegen eind december 2015 zal de Minister van Werk de unanieme conclusies uit dit paritair debat ontvangen. Indien nodig, zullen de betrokken sociale gesprekspartners, na gezamenlijk overleg, hun gewenste wettelijke wijzigingen aan de Minister overmaken.

G. WERKGROEP FLEXIBILITEIT EN KWALITEIT VAN HET WERK

Er zal een werkgroep 'flexibiliteit en kwaliteit van het werk' opgericht worden.

H. SOCIALE VREDE

De werknemers en werkgevers verbinden zich ertoe de sociale vrede te bewaren in de ondernemingen en dit voor de gehele duur van het akkoord. Geen enkele nieuwe eis zal door de partijen worden ingediend op het niveau van de sector of de onderneming tijdens de duurtijd van dit akkoord.

I. DUUR VAN HET AKKOORD

Dit akkoord heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016, met uitzondering van de bepalingen waar een andere ingangs- en/of einddatum is voorzien.